



Mission régionale d'autorité environnementale

Provence Alpes Côte d'Azur

Décision n° CE-2016-93-84-14
de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
après examen au cas par cas sur le
zonage d'assainissement des eaux usées et pluviales
de Velleron

n°MRAe : CE-2016-93-84-14

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe),

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-4, R122-17 à R122-24 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro CE-2016-93-84-14, relative au zonage d'assainissement des eaux usées et pluviales de Velleron (84) déposée par la Communauté d'Agglomération Grand Avignon, reçue le 11/07/2016 ;

Vu la saisine de l'Agence régionale de santé en date du 11/07/2016 ;

Vu la décision de délégation du 6 juin 2016 de la MRAe ;

Considérant que le zonage d'assainissement des eaux usées et pluviales est élaboré en cohérence avec le plan local d'urbanisme (PLU) en cours d'élaboration ;

Considérant que la totalité des zones urbanisées et à urbaniser sont classées en assainissement collectif ou en assainissement collectif futur ;

Considérant que la communauté d'agglomération a lancé une campagne de diagnostic des systèmes d'assainissement non collectifs, avec comme priorité, le contrôle des systèmes situés en zones à enjeux sanitaires (cf. arrêté préfectoral du 25 juillet 2014 portant définition des zones à enjeux sanitaires et environnementaux dans le cadre de l'arrêté ministériel définissant les conditions de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif traitant une charge brute de pollution organique inférieure à 1,2 kg/j de DBO5) ;

Considérant que, dans le cadre de la relance du schéma directeur d'assainissement prévu fin 2016 début 2017, le diagnostic sur les eaux claires parasites doit être repris dans son intégralité afin d'établir un programme spécifique de réduction de ces eaux claires parasites ;

Considérant que 2 bassins de rétention sont prévus (emplacements réservés au PLU) afin de limiter les ruissellements exceptionnels sur les chaussées ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet de zonage d'assainissement des eaux usées et pluviales n'est pas de nature à avoir des incidences négatives notables sur l'environnement ou sur la santé humaine ;

DECIDE :

Article 1 – Eligibilité à l'évaluation environnementale

Le projet de zonage d'assainissement des eaux usées et pluviales situé sur le territoire de Velleron (84) n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2 – Mise à disposition du public et mesures de publicité

La présente décision a vocation à être mise en ligne par le Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) et par la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL).

Par ailleurs, la présente décision est notifiée au pétitionnaire par la MRAe.

Elle devra en outre, le cas échéant, figurer dans le dossier soumis à enquête publique ou mis à la disposition du public.

Fait à Marseille, le 26 août 2016

Pour la Mission Régionale d'Autorité
environnementale et par délégation,
Le Président de la Mission,



Jean-Pierre Viguié

Voies et délais de recours

Les recours sont formés dans les conditions du droit commun.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de l'Autorité environnementale régionale de la région PACA
MIGT Marseille
DREAL PACA
16 rue Zatarra
CS 70248
13331 Marseille Cedex 3

Un recours hiérarchique peut également être adressé à :

Madame la ministre de l'environnement , de l'énergie et de la mer
Commissariat général au développement durable
Tour Voltaire
92055 La Défense Sud